



Bhalla contre la Banque mondiale : une autre perspective

Jeromin Zettelmeyer

Surjit Bhalla

Imagine There's No Country —Poverty, Inequality and Growth in the Era of Globalization

Institute for International Economics, Washington, 2002, xix + 248 p., 28 \$ (broché)

MÊME si Joseph Stiglitz fut économiste en chef de la Banque mondiale, rares sont ceux qui accuseraient la Banque d'être complice du mouvement anti-mondialisation. C'est pourtant exactement ce que fait Surjit Bhalla, économiste basé à Delhi et ancien chercheur à la Banque. Son nouveau livre est une attaque de front contre les études de la Banque sur la pauvreté, la croissance et l'inégalité des revenus, en particulier contre la mesure de la pauvreté absolue dans le monde. Il n'est guère surprenant que le gourou de la pauvreté à la Banque, Martin Ravallion, ait publié une réponse cinglante à ce livre, provoquant à son tour une réplique non moins cinglante de Bhalla.

• Premièrement, si la Banque note dans son *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001 : lutter contre la pauvreté* que les revenus par habitant des pays les plus pauvres et les plus riches ont divergé sensiblement ces trente dernières années, «le ratio du revenu des pays les plus riches au revenu des pays les plus pauvres a diminué net-

Jeromin Zettelmeyer est économiste principal au Département des études du FMI.

tement entre 1960 et 2000, de 23 à 9,5. Ces revenus n'ont donc pas divergé», affirme Bhalla dans son livre,

- Deuxièmement, Bhalla est d'avis que la croissance va de pair avec une détérioration de la distribution du revenu au sein des pays, alors qu'il est communément admis que l'inégalité au sein des pays est restée pratiquement la même.

- Troisièmement, Bhalla prétend que l'inégalité au niveau mondial a culminé en 1973 et a diminué depuis, alors qu'il est communément admis — c'est du moins l'interprétation de Bhalla — que la distribution des revenus à l'échelle mondiale s'est détériorée depuis 1970.

- Quatrièmement, selon les calculs de Bhalla, la pauvreté absolue (c'est-à-dire la proportion d'êtres humains vivant avec moins de 1 dollar par jour en termes de pouvoir d'achat en 1993) a diminué nettement entre 1987 et 2000, de 30 % à 13,1 %. La Banque fait état d'une baisse bien plus modérée, de 28,7 % en 1987 à 22,7 % en 1999.

- Cinquièmement, Bhalla affirme que la croissance dans les pays en développement exerce un effet bien plus notable sur la pauvreté qu'on ne l'estimait précédemment. Si la Banque est d'avis que la croissance est bonne pour les pauvres, elle estime aussi que l'éradication de la pauvreté extrême exigera des mesures supplémentaires. Bhalla, lui, conclut que «la croissance suffit».

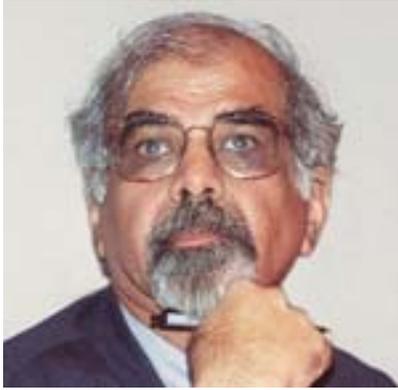
Qui a raison? Ou, pour être moins catégorique, comment rapprocher les vues de Bhalla et de la Banque? Je vais examiner ci-dessous chaque affirmation de Bhalla, à l'exception de l'égalité au sein des pays, qui n'est pas essentielle à son message.

Les revenus convergent-ils à l'échelle mondiale?

Ce premier point est facile à régler. La Banque utilise le revenu par habitant non pondéré. Selon cette définition traditionnelle du revenu, il ne fait aucun doute que les revenus des pays ont divergé. Bhalla utilise le revenu par habitant pondéré par la population et obtient des résultats complètement différents parce que plus de la moitié de la population mondiale vit dans les pays en développement d'Asie — région où la croissance a été la plus rapide au monde ces quarante dernières années.

Les taux de croissance des pays devraient-ils être pondérés par la population pour déterminer si leurs revenus divergent ou convergent? Cela dépend. Si l'objectif est d'étudier la croissance économique, les unités naturelles sont les pays (ou parfois les régions), et non les individus ou les pays pondérés par leur population. Cependant, si l'on étudie la convergence ou la divergence des revenus individuels dans le monde, les revenus par habitant pondérés par la population sont certainement plus utiles que les revenus par habitant non pondérés. Les variations des inégalités mondiales peuvent s'expliquer par des effets internes, internationaux ou d'agrégation qui résultent du fait que certains pays sont bien plus grands que d'autres. Les moyennes de revenu pondéré par la population tiennent compte des deux derniers effets cités. Bhalla a raison de souligner que les effets d'agrégation sont importants, mais le terme «convergence» qu'il utilise et qui se réfère en général à l'effet international, est trompeur.

Nous en arrivons ainsi au point suivant, à savoir l'inégalité des revenus au niveau mondial. À y regarder de plus près, les conclusions de Bhalla s'avèrent moins controversées qu'il ne le suggère. Plusieurs études antérieures confirment que les indices d'inégalité des revenus pondérés par la population, par exemple la variance du log PIB par habitant pondéré par la population, se sont améliorés depuis les années 70. Bhalla ajoute que cette amélioration porte aussi sur l'inégalité des revenus individuels, qui prend en compte les variations des inégalités au sein des pays. Cette affirmation est en légère contradiction avec des observations précédentes de François Bourguignon et Christian Morrisson, selon lesquelles l'inégalité des revenus individuels au niveau mondial est restée pratiquement inchangée après 1970, certains indices faisant état d'une légère augmentation et d'autres d'une légère baisse. (Elle est aussi en contradiction avec un document de Branko Milanovic, qui a noté une nette augmentation de l'inégalité des revenus individuels à l'échelle mondiale entre 1988 et 1993; cependant, les erreurs-types de ses estimations sont tellement élevées qu'elles pourraient indiquer



Selon Surjit Bhalla, l'objectif de développement des Nations Unies pour le Millénaire qui est de réduire de moitié d'ici 2015 le taux de pauvreté de 1990 aurait été dépassé en 2000, quinze ans plus tôt que prévu.

une stagnation de l'inégalité.) Il est à noter, pour être équitable, que le *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001* met l'accent sur le seul indicateur de Bourguignon et Morrisson qui rend compte d'une augmentation sur cette période; on peut donc peut-être pardonner à Bhalla d'avoir dramatisé la différence entre sa conclusion et ce qui est communément admis.

Les conclusions de Bhalla sur l'inégalité des revenus individuels dans le monde ont été corroborées dans une étude récente de Xavier Sala-i-Martin. Ce qui explique la différence entre les résultats de Bhalla et de Sala-i-Martin et ceux de Bourguignon et Morrisson n'est pas tout à fait clair. Ces trois documents utilisent des données sur les revenus et leur distribution dont les sources sont similaires.

À quelle vitesse la pauvreté mondiale a-t-elle diminué?

Les estimations de la pauvreté constituent la seule différence vraiment radicale entre ce qui est communément admis et Bhalla. Selon celui-ci, nous ne devons pas nous inquiéter en ce qui concerne la réalisation de l'objectif de développement des Nations Unies pour le Millénaire qui est de réduire de moitié d'ici 2015 le taux de pauvreté de 1990, parce que l'objectif de 14,5 % aurait été dépassé en 2000, quinze ans plus tôt que prévu! La Banque n'est pas du tout d'accord.

Le premier facteur d'explication de cette divergence de vues est la conversion des revenus individuels en dollars américains. La Banque utilise des taux de change basés sur la parité de pouvoir d'achat (coût local d'un panier représentatif de biens de consommation divisé par le coût du même panier aux États-Unis) qui ont été calculés par ses services pour 1993. Bhalla utilise des taux de change basés sur la parité de pouvoir d'achat de plusieurs sources publiées. Ces données diffèrent pour certains pays, en particulier pour l'Inde, qui apparaît environ 17 % plus riche en dollars selon Bhalla. L'Inde a une grosse population, dont une grande partie est proche du seuil de pauvreté : cette différence exerce donc un effet appréciable sur le taux de pauvreté mondiale.

Le deuxième facteur, plus significatif, tient à l'utilisation par Bhalla de données tirées des comptes nationaux et par la Banque de données moyennes tirées d'enquêtes. Dans les enquêtes, la distribution des dépenses et des revenus est généralement exprimée en parts des différents quintiles (par exemple la part du quintile le plus pauvre de la population dans la consommation totale). Pour déterminer le niveau de consommation et de revenu de chaque quintile, il faut avoir un total de la consommation ou du revenu, qui peut être obtenu dans l'enquête même ou dans les comptes nationaux. Mais les chiffres des enquêtes pour le revenu et la consommation moyens sont généralement bien plus faibles que les chiffres correspondants dans les comptes nationaux, notamment parce que les définitions de la consommation ne sont pas tout à fait les mêmes, la consommation des ménages est souvent estimée comme un poste résiduel dans les comptes nationaux et la collecte des données pose parfois des problèmes — par exemple, les ménages riches refusent de participer aux enquêtes.

Pour ce qui est de mesurer la baisse de la pauvreté, l'écart entre les chiffres des comptes nationaux et des enquêtes ne constitue pas un problème aussi longtemps que leur ratio reste inchangé. Malheureusement, cet écart augmente dans nombre de pays, en particulier dans les pays en développement d'Asie, où la croissance de la consommation depuis le milieu des années 80

est de 25 à 40 % plus faible si elle est mesurée à l'aide des données des enquêtes plutôt que par celles des comptes nationaux (voir Ravallion, 2001).

Puisque environ trois quarts des pauvres vivaient en Asie à la fin des années 80, le choix des données influe notablement sur la mesure de la baisse de la pauvreté mondiale ces quinze dernières années.

Les divergences entre la Banque et Bhalla s'expliquent donc par des choix méthodologiques. Angus Deaton, spécialiste de la mesure de la pauvreté, a examiné ces choix dans un document récent sur le suivi des progrès vers les objectifs de développement pour le Millénaire. Son opinion est importante non seulement en raison de sa réputation, mais aussi parce qu'il s'est plaint dans le passé du manque d'accès de l'extérieur aux données qui sous-tendent les calculs de la Banque (voir son article dans *Finances & Développement*, juin 2002) et qu'il estime — plutôt comme Bhalla — que le *Rapport sur le développement dans le monde 2000/2001* «a été fort influencé par des organisations non gouvernementales et des groupes antimondialisation». Cependant, en ce qui concerne les questions fondamentales de méthodologie, il finit par se ranger du côté de la Banque, notamment pour ce qui est de privilégier l'utilisation des moyennes tirées des enquêtes.

L'idée principale est que les enquêtes sous-estiment sans doute la consom-



Martin Ravallion (Banque mondiale) n'est pas du tout d'accord avec Bhalla. Selon la Banque, la baisse de la pauvreté absolue a été moins prononcée, d'environ 29 % en 1987 à 23 % environ en 1999.

CRITIQUES DE LIVRES

mation qui correspond à un niveau de revenu plus élevé. Dans ce cas, les enquêtes surestimeront la part des pauvres dans le revenu total, mais sous-estimeront la consommation moyenne. Si celle-ci est utilisée pour calculer le niveau de revenu des pauvres, les deux erreurs tendront à s'annuler. Par contre, si on applique la moyenne des comptes nationaux à une distribution de la consommation basée sur les enquêtes, les revenus des pauvres seront surestimés, même si les comptes nationaux rendent compte exactement de la consommation privée (Ravallion en fournit une belle démonstration arithmétique dans sa réponse à Bhalla).

On pourrait peut-être compenser ce biais en ajustant à la hausse le seuil de pauvreté, comme Bhalla le propose. Mais cela ne sert à rien si l'écart entre la moyenne des enquêtes et des comptes nationaux se creuse, comme on pourrait s'y attendre si l'erreur dans l'enquête est élastique par rapport au revenu. En outre, il se peut que la croissance mesurée par les données des comptes nationaux soit biaisée à la hausse dans nombre de pays en développement parce que les erreurs qui conduisent à une sous-estimation du PIB — par exemple le fait que les activités informelles ne soient pas prises en compte — diminuent probablement à mesure que ces économies s'enrichissent.

Dans quelle mesure la croissance est-elle favorable aux pauvres ?

Sur la base de deux analyses empiriques, Bhalla affirme que la croissance est bien plus favorable aux pauvres que ne l'indiquent des estimations antérieures. Premièrement, il effectue des régressions des variations du taux de pauvreté sur la croissance du revenu multiplié par un facteur, ce qu'il appelle la «forme de l'élasticité de la distribution», qui saisit la densité de la distribution du revenu au seuil de pauvreté. Bhalla obtient un coefficient de régression voisin de 1. Mais cette régression est pratiquement insignifiante, parce que le véritable coefficient de régression est 1 par nature. (Les variations du taux de pauvreté peuvent être décomposées en variations dues aux variations du revenu moyen pour une distribution donnée du revenu et en variations résultant de modifications de la distribu-



tion du revenu. Bhalla effectue une régression de la variation du taux de pauvreté sur le premier de ces deux termes. Le fait que le coefficient est voisin de 1 nous dit simplement que la partie non observée de l'identité, qui se retrouve dans le terme d'erreur, n'est pas fortement corrélée avec le terme de droite.) Il n'est pas surprenant non plus que Bhalla obtienne un coefficient plus élevé que d'autres chercheurs qui avaient évalué l'effet moyen de la croissance sur le taux de pauvreté. Ces régressions revenaient à estimer la forme moyenne de l'élasticité de la distribution, que Bhalla établit directement à partir des distributions des revenus individuels et qui, selon lui, est inférieure à 1 en moyenne.

Ensuite, Bhalla examine si les revenus de la population considérée comme pauvre en 1980 (44 % de la population) ont augmenté plus rapidement entre 1980 et 2000 que ceux du reste de la population (56 %). Cette seconde analyse est bien plus utile : elle revient à examiner les variations de la distribution du revenu mondial et son rapport avec la pauvreté absolue. En dépit de larges variations d'un pays et d'une région à l'autre, la croissance dans l'ensemble des pays en développement est clairement favorable aux pauvres selon cette méthode de calcul. D'après Bhalla, la consommation des pauvres a doublé entre 1980 et 2000, essentiellement sous l'impulsion de la Chine et de l'Inde, tandis que la consommation des non-

pauvres n'a progressé que de 40 % sur la même période. Mais ces chiffres sont tirés des comptes nationaux et sont donc sujets aux mêmes critiques que ceux de Bhalla sur la baisse de la pauvreté. Si les enquêtes surestiment la part des pauvres dans la consommation et si ce biais empire au fil du temps (cf. Deaton), l'utilisation des taux de croissance tirés des comptes nationaux fera croire que les revenus des pauvres ont augmenté plus rapidement qu'en réalité.

Il y a donc de bonnes raisons de douter des affirmations principales de Bhalla sur la mesure de la pauvreté et sur le lien entre la croissance et la réduction de la pauvreté. Certains passages semblent confus, notamment sur la croissance et son effet positif sur les pauvres. Et si certaines batailles méthodologiques de Bhalla sont fondamentales, d'autres sont essentiellement fallacieuses, impliquant des arguments bien compris par des chercheurs antérieurs — par exemple le fait que la pondération par la population est importante pour évaluer comment la tendance internationale de la croissance influe sur l'inégalité mondiale, que la forme de la distribution initiale du revenu est importante pour l'effet de la croissance sur les pauvres et que les données tirées des enquêtes et des comptes nationaux ne doivent pas être mélangées dans les régressions sur les conséquences favorables de la croissance pour les pauvres.

Un livre à recommander ?

Le livre de Bhalla n'est certainement pas sans mérite. En particulier, il met l'accent sur l'incertitude entourant les estimations de la pauvreté et le manque potentiel de robustesse de ces estimations. La méthodologie de la Banque est peut-être bien préférable à celle proposée par Bhalla. Néanmoins, il faut espérer qu'à l'avenir, la Banque expliquera comment ses résultats sont influencés par ses choix de méthodologie et de données, sur lesquels on peut légitimement ne pas être d'accord. Pour ce qui est d'utiliser les données tirées des enquêtes ou celles des comptes nationaux, on peut préférer les premières, mais admettre quand même que le choix est discutable, comme Deaton lui-même l'a fait dans un article sur la mesure de la pauvreté. Il est important de reconnaître que les données tirées des comptes nationaux

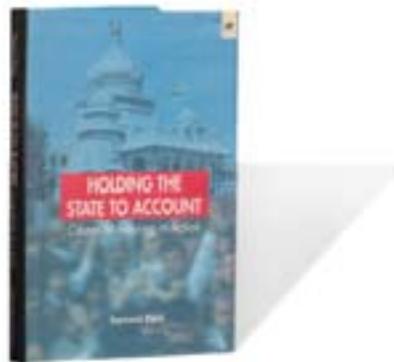
aboutissent à des résultats différents et de montrer l'ampleur des écarts, peut-être après correction des biais à la hausse dans les comptes nationaux si les spécialistes s'accordent sur leur existence.

Les avertissements répétés de Bhalla concernant les écueils méthodologiques ont une certaine valeur aussi. S'ils ne s'appliquent pas à une bonne partie des ouvrages spécialisés qu'il critique, ces avertissements s'appliquent à la manière dont les résultats de ces ouvrages sont parfois interprétés. Par exemple, dans un document sur le suivi de la pauvreté qui est affiché sur le site Web de la Banque, Shaohua Chen et Ravallion examinent le taux «décevant» de réduction de la pauvreté dans les années 90 d'une manière remarquablement proche du cliché de Bhalla. Des chiffres tirés des comptes nationaux sur la croissance de la consommation sont utilisés pour interpréter des tendances de la pauvreté basées sur des enquêtes. Une nette augmentation de l'inégalité des revenus individuels à l'échelle mondiale est expliquée par une augmentation de l'inégalité basée sur des tendances internationales du revenu par habitant non pondéré. Certes, dans la version publiée, Chen et Ravallion ont révisé substantiellement cette partie de leur document. Néanmoins, cet

exemple montre que Bhalla ne parle pas dans le vide, comme le prétend Ravallion dans sa réaction au livre.

En résumé, le livre de Bhalla est à la fois problématique et utile. Il irritera ceux qui apprécient des arguments objectifs et équilibrés et ravira ceux qui admirent la fougue de l'écrivain (j'appartiens aux deux catégories).

Une fois le débat méthodologique clos, le tableau général de la croissance, de la pauvreté et de l'inégalité qui émerge du débat entre Bhalla et la Banque semble assez clair. La croissance du revenu par habitant et de la consommation a été quasi nulle au cours des vingt dernières années dans toutes les régions en développement, à l'exception de l'Asie, où la croissance a été très rapide. Comme plus de trois quarts des pauvres vivaient en Asie, le taux de pauvreté mondiale a diminué substantiellement (d'environ 0,7 point par an depuis 1990, selon des estimations prudentes de la Banque). Pour la même raison, la distribution mondiale des revenus s'est probablement améliorée. Mais l'insuffisance de la croissance en dehors de l'Asie est inquiétante, et même les projections les plus optimistes prévoient que la pauvreté restera élevée en Afrique dans un avenir proche. ■



Le bulletin des services publics

Samuel Paul

Holding the State to Account Citizen Monitoring in Action

Books for Change, Bangalore, 2002,
xi + 196 p., 350 Rs/16 \$ (toilé),
250 Rs/12 \$ (broché)

LORSQUE les services publics ne répondent pas à l'attente et que les politiciens ne semblent pas s'en soucier, que peuvent faire les citoyens? Comment les monopoles publics qui fournissent les services d'électricité, de téléphone, d'eau, d'assainissement et de routes peuvent-ils être rendus responsables de leurs résultats? Comment l'impuissance des individus peut-elle être transformée en représentation effective des citoyens? Ce sont ces questions qui ont poussé l'auteur à se lancer dans une expérience sur la rétroaction des citoyens dans la ville indienne de Bangalore (État de Karnataka) au début des années 90.

Ce livre très agréable à lire décrit comment cette expérience de «bulletins» décernés par les citoyens a évolué, dans quelle mesure elle a permis d'améliorer les résultats des organes publics, quel a été le rôle catalyseur du Centre des affaires publiques mis en place pour institutionnaliser l'expérience, et quelles ont été les répercussions plus générales de la rétroaction des citoyens sur des bureaucraties peu habituées à écouter leurs clients.

Sur la base du principe selon lequel les clients sont les mieux placés pour savoir si les services fonctionnent ou non, ces bulletins quantifient des données tirées d'enquêtes stratifiées auprès des citoyens sur la prestation des ser-

Bibliographie :

Bhalla, Surjit, 2003, "Crying Wolf on Poverty, or How the Millennium Development Goal for Poverty Has Already Been Reached," (à paraître dans *Economic and Political Weekly*).

Bourguignon, François, and Christian Morrisson, 2002, "Inequality Among World Citizens: 1820-1992," *American Economic Review*, Vol. 92 (September), p. 727-44.

Chen, Shaohua, and Martin Ravallion, 2000, "How Did the World's Poorest Fare in the 1990s?" *Review of Income and Wealth*, Vol. 47 (September), p. 283-300; disponible sur le site Web de la Banque mondiale, <http://www.worldbank.org/research/povmonitor/method.htm>.

Deaton, Angus, 2001, "Counting the World's Poor: Problems and Possible Solutions," *World Bank Research Observer*, Vol. 16 (Fall), p. 125-47.

———, 2002, «La pauvreté recule-t-elle?» *Finances & Développement*, vol. 39 (juin), p. 4-7.

———, 2003, "How to Monitor Poverty for the Millennium Development Goals," *Research*

Program in Development Studies, Working Paper 221 (Princeton, New Jersey: Princeton University); disponible sur Internet : <http://www.wws.princeton.edu/~rpds/working.htm>; à paraître dans *Journal of Human Development*, November 2003.

Milanovic, Branko, 2002, "True World Income Distribution, 1988 and 1993: First Calculation Based on Household Surveys Alone," *Economic Journal*, Vol. 112 (January), p. 51-92

Ravallion, Martin, 2001, "Measuring Aggregate Welfare in Developing Countries: How Well Do National Accounts and Surveys Agree?" *World Bank Working Paper 2665*, August (à paraître dans *Review of Economics and Statistics*).

———, 2002, "Have We Already Met the Millennium Development Goal for Poverty?" *Economic and Political Weekly*, Vol. 37 (November).

Sala-i-Martin, Xavier, 2002, "The Disturbing 'Rise' of Global Income Inequality," *NBER Working Paper 8904* (Cambridge, Massachusetts: National Bureau of Economic Research).

vices publics. L'auteur évoque le dialogue du public avec les prestataires de services qui a résulté des deux bulletins de Bangalore, le rôle actif des médias dans la diffusion des conclusions et la confiance que ce processus a insufflée à d'autres organisations de la société civile qui ont, elles aussi, demandé de meilleurs résultats de la part des organes publics. L'auteur souligne le potentiel du suivi des services par les citoyens et d'une bonne information dès lors qu'il s'agit d'établir des critères de réalisation et de créer de la concurrence, même parmi les prestataires de services municipaux en situation de monopole.

L'auteur évalue franchement les répercussions immédiates de ces bulletins sur la qualité des services (des améliorations ont été observées, même s'il n'est pas facile de les expliquer uniquement par les bulletins) et se penche sur leurs répercussions à plus long terme, potentiellement plus importantes, sur la représentation des citoyens et l'intérêt pour les organes publics de devenir davantage compatibles de leur action. Il est plus probable que des groupes de citoyens agissent collectivement s'ils disposent d'informations crédibles et difficiles à contester (à Bangalore, aucun des organes publics concernés n'a contesté les observations). Des médias indépendants peuvent jouer un rôle crucial dans ce processus. Les bulletins peuvent appuyer l'action de bureaucrates ou de politiciens qui sont favorables aux réformes et souhaitent modifier les incitations institutionnelles, améliorer la motivation des prestataires en première ligne (médecins, infirmières, enseignants, etc.) et promouvoir des innovations dans les services.

Mais les dirigeants politiques détiennent en fin de compte la clé des améliorations des services. À Bangalore, la rétroaction des citoyens a parfois eu moins de répercussions qu'elle n'aurait pu en avoir parce que des directeurs d'organismes publics favorables aux réformes ont été transférés ailleurs. Du côté positif, un nouveau chef-ministre d'État a constitué un partenariat public/privé face

Elisa Diehl est responsable des critiques de livres.

aux préoccupations croissantes concernant l'érosion des infrastructures de la ville. Grâce à un appui politique de haut niveau, il a commencé à modifier les incitations au sein de l'administration publique en vue d'améliorer la prestation des services locaux. Des partis politiques ont exprimé un grand intérêt pour les conclusions d'une enquête plus récente du Centre des affaires publiques sur les services publics dans 24 États indiens, qui indique clairement que les États (dirigés par des partis différents) obtiennent des résultats différents pour certains services (pour de plus amples informations, voir le site Web du Centre, www.pac.india.org). Les bulletins décernés par les citoyens peuvent rendre les programmes électoraux plus spécifiques, de sorte que les promesses des politiciens gagnent en crédibilité. Et ils peuvent appuyer les membres de la société civile qui souhaitent changer les incitations politiques en vue d'améliorer la prestation des services.

Shekhar Shah

Banque mondiale, Rapport sur le développement dans le monde

Notes de lecture

Robin Blackburn

Banking on Death, or Investing in Life

The History and Future of Pensions

Verso, London and New York, 2002, x + 550 p., 20 £/30 \$/42 \$Can (toilé)

PROFESSEUR d'histoire sociale et d'économie politique à l'université d'Essex (Royaume-Uni) et ancien rédacteur en chef de *New Left Review*, Blackburn offre une vue panoramique de l'histoire et de l'avenir du système des retraites. Dans ce livre important et inquiétant, il note que les répercussions de la hausse de la longévité et de la baisse du taux de natalité ne commencent que maintenant à se faire sentir à l'échelle mondiale : à la fin du XX^e siècle, 6,9 % de la population mondiale avait 65 ans ou plus. Bien que le vieillissement de la population entraîne une augmentation des coûts, Blackburn est d'avis que tous les groupes d'âge ti-

reront profit d'un financement approprié. S'inspirant de John Maynard Keynes et de Rudolf Meidner, il propose un régime public de protection sociale reposant sur des actifs qui pourrait garantir des pensions secondaires pour tous et améliorer la structure du développement économique.

William C. Hunter, George G. Kaufman, and Michael Pomerleano
(editors)

Asset Price Bubbles

The Implications for Monetary, Regulatory, and International Policies

MIT Press, Cambridge, Massachusetts, and London, England, 2003, xxvi + 581 p., 45 \$/29,95 £ (toilé)

LES VINGT dernières années ont été caractérisées par des hausses prolongées et des effondrements soudains des marchés de valeurs mobilières, du logement et des changes dans les pays en développement et les pays industrialisés. Cette instabilité des marchés des actifs a suscité un débat intense dans les milieux universitaires et officiels quant à la riposte appropriée. Ce livre, issu d'une conférence coparrainée par la Banque fédérale de réserve de Chicago et le Groupe de la Banque mondiale, examine les causes, les caractéristiques et le comportement des bulles des prix des actifs. Il cherche à offrir aux décideurs une meilleure idée de la manière d'identifier ces bulles et de ce qui peut être fait pour les éviter ou, au moins, réduire au minimum les dégâts qu'elles provoquent dans le système financier et l'économie. Parmi les contributeurs figurent des fonctionnaires, des membres du personnel d'organes de réglementation et des universitaires, qui représentent un large éventail de vues sur le sujet.

Photographies : Organisation mondiale de la santé, p. 4; Michael Spilotro, p. 7; Colin Garrett/Corbis, p. 40; Royalty-free/Corbis, p. 46; Banque mondiale, p. 52.

Illustrations : Art Landerman, p. 10-11, 12, 16 et 20; Richard Downs, p. 26, 31, 35, 38 et 42; Bettmann/Corbis, p. 29.